

EN QUELQUES MOTS, DE-CI, DE-LÀ

Troisième mandat, ou la tentative de Abdelaziz Bouteflika de «kidnapper» la visite de Nicolas Sarkozy

Nourredine-Yazid Zerhouni s'était dit, on s'en souvient, satisfait du **taux de participation** aux élections municipales estimé, selon ses chiffres à lui, à 43%.

43% avait-il ajouté **«nonobstant les graves intempéries»** et les 57% d'abstentionnistes ? **«Empêchés de se rendre aux urnes à cause des graves intempéries»**, a précisé «Monsieur élections». Ainsi tandis que de nombreux Algériens patougeaient dans la gadoue, fuyaient leurs habitations, Zerhouni faisait des pluies diluviennes un argument électoral : si des maires ont été élus, c'est **grâce aux averses et à l'effondrement de ponts**. S'ils ont été «mal élus», c'est **à cause du déluge**.

Nourredine-Yazid Zerhouni avec un cynisme inégalé — et c'est son job — a ainsi rempli sa mission : **annoncer que la participation aux locales avait été plus importante qu'aux législatives**. «Vive la pluie ! Merci la pluie !» nous dit Zerhouni. Inutile de tenter de prouver la fraude électorale. Comme d'habitude, les Algériens ont eu droit aux **chiffres préfabriqués, au classement des formations politiques décidé et concocté à l'avance : le premier de la classe et le dernier**. Nourredine Zerhouni a même accompli le «miracle» de citer un parti qui n'existe pas ou n'existe plus sous l'appellation «Hamas».

Est-ce là sa première bourde ? Et ce ne sera certainement pas la dernière. Toujours «grâce» au mauvais temps et à la tempête, le parti de Abdelaziz Belkhadem s'est classé major de promotion, premier en tout. Et il ne pouvait qu'être premier car qui mieux que lui pour mener campagne pour un troisième mandat pour Abdelaziz Bouteflika ? C'est dans ce contexte qu'il faut replacer — du côté algérien — la visite de Nicolas Sarkozy. Une visite certes programmée depuis quelques mois, mais qui a été précédée d'un tohu-bohu et d'une cacophonie au niveau de l'exécutif algérien sans précédent dans les relations algéro-françaises. Tandis que Mourad Medelci annonçait solennellement, selon les missions lui ayant été assignées **par son président** à partir de la capitale française, «que la repentance n'était plus une priorité pour l'Algérie... qu'il fallait désor-

mais construire le futur...». Son collègue Chérif Abbas a dû certainement se voir confier par son président — le même que celui de Médelci — la tâche de faire **une déclaration fracassante destinée à la consommation interne**. Ce serait angélique et stupide, en effet, de croire un instant — même si je mets cela au conditionnel — que ce ministre, connu pour être **pondéré et nullement excité**, se serait exprimé de son propre chef et sans l'aval de son président.

Et c'est précisément parce qu'il se croyait soutenu, en osmose totale avec Abdelaziz Bouteflika, que Chérif Abbas s'est laissé aller à ce qu'il convient d'appeler un **dérapiage**. Oubliant que **Nicole Dreyfus, Gisèle Halimi**, toutes deux d'origine juive, ont eu à défendre de nombreux militants de la cause nationale en leur qualité d'avocates. Oubliant que **Mme Simone Veil**, d'origine juive elle aussi, fut très proche tandis qu'elle exerçait comme magistrate à la direction pénitentiaire des moudjahidates détenues dans les prisons françaises. Et c'est encore elle qui n'a eu de cesse de sensibiliser l'opinion française au plus haut niveau politique contre le courant du «qui-tue-qui ?» durant les années du terrorisme islamiste.

Résultat des courses : face au tollé général à droite comme à gauche déclenché en France par ces déclarations, Abdelaziz Bouteflika n'hésite pas une seconde, en politicien rusé, à lâcher Chérif Abbas par cette déclaration : **«Le président est seul à conduire la politique étrangère»** et à lui faire endosser l'entière responsabilité du «clash» momentané franco-algérien. Et c'est à Chérif Abbas que **Abdelaziz Bouteflika fait un enfant dans le dos** tandis qu'il l'avait chargé de faire un enfant à Medelci. Machiavélique, Abdelaziz Bouteflika **retombe sur ses pieds, présente ses plates excuses** et Nicolas Sarkozy répond : «L'incident est clos».

Chérif Abbas est absent à l'accueil, à toutes les étapes de la visite du chef d'Etat français, comme aux cérémonies. Bien entendu, le ministre accuse la presse d'avoir déformé ses propos, tout comme Medelci qui a déclaré (**Echourouk 4 décembre**) qu'il n'avait pas dit ce qu'on lui a fait dire, tout comme Nourredine-Yazid Zerhouni qui a déclaré que la presse française

avait déformé les propos de son ami Chérif Abbas.

La presse écrite fautive de «embarras ? Qu'à cela ne tienne !

Elle a l'habitude, elle qui a eu droit à **tous les noms d'oiseaux** avec Abdelaziz Bouteflika dès 1999.

Evitant les sujets qui fâchent, **abdelaziz Bouteflika** comme Nicolas Sarkozy ont axé la visite sur le **volet investissements**. Et seulement sur cela : 5 milliards d'euros injectés à de nombreux projets.

Pourtant une **surprise** attendait Nicolas Sarkozy tandis qu'il **entamait sa seconde journée de visite** : Abdelaziz Belkhadem, avec l'appui de l'UNJA, de l'UNPA, de l'UGTA (qui à l'UGTA ? Sidi Saïd, selon *El Moudhakek*, hospitalisé pour soins médicaux en Suisse) faisait une sortie médiatique pour appeler Abdelaziz Bouteflika à être preneur d'un troisième mandat (*Le Soir d'Algérie*, 6 décembre 2007). La campagne électorale n'est plus seulement algérienne, elle a lieu désormais en **tentant de prendre à témoin l'Occident et existe-il meilleure aubaine que la présence de Nicolas Sarkozy en Algérie ?**

Et si les partis politiques ont réagi, les uns jugeant la chose prématurée, les autres exprimant leur niet catégorique, **Abdelaziz Bouteflika s'est emmuré dans un mutisme absolu**.

Et lorsqu'on rappelle que la politique étrangère est une prérogative constitutionnelle du président de la République, comment peut-on accepter que son chef du gouvernement fasse campagne pour un **troisième mandat avant même que la révision constitutionnelle n'ait lieu** ? Oublié par le pouvoir et l'exercice du pouvoir pour le pouvoir, **Abdelaziz Bouteflika fait usage de la Constitution selon les circonstances**.

Forcer la main au président français en sortant l'artillerie habituelle des organisations du FLN ne le dérange nullement. Détourner et kidnapper la visite de son homologue à son profit en faisant croire qu'il a d'ores et déjà l'appui de l'Occident est une énième entourloupette de Bouteflika.

Belkhadem et consorts n'agissent pas seuls et ils ne font que ce que Abdelaziz Bouteflika leur demande de faire. Et il faut même se demander si celui-ci a été réellement intéressé par les investissements français, par la

construction d'un avenir économique ? Que nenni !

Abdelaziz Bouteflika a suffisamment prouvé après huit années de règne qu'il n'a cure de l'Algérie et des Algériens.

Son seul souci durant le séjour de Nicolas Sarkozy fut de **montrer à celui-ci que son peuple «médiocre et sale» l'appelaient à remplir pour un troisième mandat**. Et le président français s'est **retrouvé témoin, malgré lui, d'une campagne électorale algéro-algérienne prématurée**. Le message étant de dire qu'il n'y avait pas d'autre chef capable de remplacer Abdelaziz Bouteflika. Un Bouteflika sollicité, demandé et qui ne saurait se soustraire à l'appel du peuple ! Le devoir avant tout !

Or, il se trouve que Abdelaziz Belkhadem, Abdelaziz Bouteflika, sa tribu, ses courtisans et consorts ne sont pas le peuple. Les citoyens ayant d'autres préoccupations qu'un troisième mandat. Bien entendu, comme j'ai déjà eu l'occasion de l'écrire (chronique du 30 novembre/1er décembre), il est exclu que nous soyons tentés de retomber dans les erreurs de 2004 en affirmant que la révision constitutionnelle n'aura pas lieu et que A. Bouteflika ne sera pas preneur d'un troisième mandat. Je ne dirai pas que la «révolution orange» aura lieu pour empêcher un tel malheur à l'Algérie. Les Algériens ont cru à juste titre qu'en boycottant les élections le 17 mai 2007, le **message serait décodé comme il se doit**. La réponse ne s'est pas fait attendre : le peuple a voté aux municipales, rétorque le pouvoir, le FLN est premier et il est habilité à demander un troisième mandat. Face à un pouvoir **autiste** (sans aucune connotation péjorative de ma part pour ceux qui sont atteints de cette maladie), que faire ?

Continuer à subir, à se soumettre sous prétexte de lassitude ? Le salut viendra de nous-mêmes et de personne d'autre et aucune institution ne se lancera à notre secours pour nous sauver.

• Abdelaziz Bouteflika a-t-il tenu ses engagements, ses promesses électorales ? **Celles de 1999 et de 2004 ?**

• Abdelaziz Bouteflika n'est-il pas celui qui appauvrit les plus pauvres dans une **Algérie dite opulente ?**

• Pourquoi une jeunesse

harraga ou candidate au suicide ? Qu'a fait Abdelaziz Bouteflika pour **l'école et la justice** ? Qu'a-t-il fait pour promouvoir **les femmes et leurs droits** ? • Abdelaziz Bouteflika n'est-il pas celui qui a pardonné et amnistié des **assassins de la pire espèce** ?

Et lorsqu'on parle de repentance, on devrait préalablement l'exiger des émirs sanguinaires qui jouissent de l'impunité. Lorsqu'on parle d'histoire, le moindre des actes attendu d'un **ministre des Moudjahidine eût été de le voir se tenir aux côtés du courageux Benyoucef Melouk, dont le seul «crime» est de vouloir depuis 1992 rétablir la vérité**. Et que nous avait dit le même ministre lorsqu'il avait annoncé l'existence de 10 000 faux moudjahidine (dix mille) ?

«Qu'ils rembourseraient le Trésor public» !

L'affront fait aux chouchous, aux vrais combattants (tes) ? Allons donc ! C'est déjà oublié. On n'en parle plus.

• Abdelaziz Bouteflika a-t-il permis une ouverture politique ? N'est-ce pas lui qui a interdit la création du Front démocratique de M. Sid Ahmed Ghazali, l'UDR de M. Amara Benyounef ? N'est-ce pas sous son règne qu'on a parlé de petits partis ? N'est-ce pas sous son règne que des journalistes ont été condamnés (et ce n'est pas fini), jetés en prison comme Mohamed Benchicou, pour leurs écrits, leur liberté de dire ?

• Abdelaziz Bouteflika a-t-il lutté contre la corruption comme il l'avait promis ? Il n'y a jamais eu autant de scandales financiers, dans l'un d'entre eux la fratrie de Bouteflika a été citée devant le tribunal de Nanterre. (France)

Et la liste est encore longue, mais je m'arrêterai là, car si **mes compatriotes laissent faire et se laissent faire, ils n'auront alors que ce qu'ils méritent** : **Abdelaziz Bouteflika**.

Mais je suis convaincue que nous méritons mieux.

Encore faudrait-il que face à l'affolement de Belkhadem, il y ait un front, celui du refus de voir l'Algérie sombrer définitivement dans les ténébres bouteflikiennes.

Enfin, quand bien même la **prudence s'impose** il y a lieu cependant d'affirmer que nous ne sommes plus en 2004 en **raison d'une nouvelle donnée** : l'état de santé de **Abdelaziz**



Bouteflika. Bien entendu, c'est une question «top secret», mais précisément la maladresse qu'il ne fallait pas commettre, c'était pour le même Bouteflika de détourner l'attention de Nicolas Sarkozy en focalisant son regard sur un troisième mandat. Car, ayant été hospitalisé au Val-de-Grâce, en novembre 2006, Abdelaziz Bouteflika **sait mieux que quiconque que les Français sont au fait de l'évolution de sa maladie**.

Quant à nous, quand bien même nous ne pouvons que nous contenter de ce qui se dit : «malade», «convalescent», «guéri», nous avons au moins le droit de constater que l'homme est **fatigué, bien fatigué**, au point de ne pas pouvoir grimper des escaliers, au point d'avoir une voix presque inaudible, au point de marcher péniblement. 2007 n'est plus 2004 avec ce nouveau paramètre.

Et une chose est sûre : Nicolas Sarkozy avait promis d'investir en Algérie et de laisser l'Histoire aux historiens.

Il est venu, il a signé tous les contrats et conventions prévus, il est reparti, et question investissements, il est bien connu que les politiques travaillent avec **n'importe quel chef**. Après sa mascarade électorale, Poutine n'a-t-il pas été félicité par la communauté internationale ? Kasparov est un champion au jeu d'échecs, Poutine a la force et le pétrole.

Bouteflika ou un autre, quelle importance ? Nicolas Sarkozy voulait surtout que la **France revienne en force après les années de terrorisme, le troisième mandat n'est pas son souci**.

D'autant qu'il sait comme nous que les cimetières sont remplis de personnes qui se croyaient indispensables ! Abdelaziz Bouteflika devrait s'en souvenir à tout instant, de jour comme de nuit.

L. A.